

## Congo : alerte aux milices

Par **Marie-France Cros**

Le démocratique Botswana, conscience morale de l'Afrique, a jeté un pavé dans la mare lundi : la communauté internationale doit faire "plus pression" sur Kinshasa pour que le président hors mandat Joseph Kabila cède le pouvoir, conformément à la Constitution.

Occupés par d'autres dossiers, les Occidentaux renâclent à s'occuper sérieusement du Congo, préférant croire à la promesse d'élections régulières en 2018. Joseph Kabila a pourtant multiplié les signes qu'il n'en serait rien : il a fait reporter à plusieurs reprises la date des scrutins sous divers prétextes; la commission électorale qui lui est acquise a déjà suggéré que les troubles en Ituri pourraient obliger à postposer les élections; il a modifié la loi électorale afin d'assurer la victoire à son parti au cas où des scrutins se tiendraient; il n'a pas de dauphin pour participer à une présidentielle due depuis décembre 2016; il continue à ne pas respecter l'Accord de la St-Sylvestre 2016 qui balisait le chemin vers des élections consensuelles et il fait réprimer dans le sang les marcheurs pacifiques qui ont le grand tort de le rappeler à la communauté internationale, à laquelle Kabila veut faire accroire qu'il prépare de vraies élections. Pire : la marche de dimanche dernier a montré qu'il avait décidé de recourir aux milices pour parvenir à ses fins.

Les jeunes du PPRD, qui cultivent l'amitié de la sanglante milice Imbonerakure du président du Burundi – que les enquêteurs de l'Onu veulent traîner devant la Cour pénale internationale – ont en effet été lancés contre les marcheurs chrétiens pacifiques. Les organisateurs de celles-ci, le Comité laïc de coordination, ont aussi dénoncé l'utilisation, dimanche, de la milice du gouverneur du Kasai-oriental (Mbuji Mayi), Leja Makanda. Et le 19 février, a rapporté la presse congolaise, le nouveau gouverneur kabiliste du Kasai-central (Kananga), Denis Kambayi, a annoncé la prochaine création dans la province d'un "corps des activistes de la paix"; il s'agira d'un groupe de "2 000 désœuvrés" qui seront utilisés comme main-d'œuvre pour la construction d'infrastructures et "appuyer" les forces de l'ordre "pour anticiper d'éventuelles menaces sécuritaires et renforcer le rétablissement de la paix". En décembre dernier, la FIDH (Fédération internationale des ligues de défense des droits de l'homme) avait dénoncé la mise sur pied, par Kinshasa, dans le même Kasai-central, de milices Bana Mura qui avaient participé à des massacres ethniques contre les Lubas, organisés et conduits par des membres des corps de sécurité nationaux, dans le cadre de la répression du soulèvement Kamwina Nsapu.

Si personne n'intervient pour empêcher ce qui se prépare, le chaos de 1998-2002 aura l'air d'une récréation à côté de l'ouragan qui menace le Congo.